

**Recrutement d’un consultant pour l’évaluation des connaissances et compétences de la société civile sur la nutrition, les systèmes alimentaires, la sécurité alimentaire, la prévention de la malnutrition et le plaidoyer.**

**Termes de référence pour le recrutement d’un consultant l’évaluation des connaissances et compétences de la société civile sur la nutrition, les systèmes alimentaires, la sécurité alimentaire, la prévention de la malnutrition et le plaidoyer**

1. **Contexte et justification**

L’insécurité alimentaire et nutritionnelle sont en constante dégradation partout dans le monde ces dernières années. Les crises récurrentes alimentaires sont complexifiées depuis la pandémie à COVID 19, les crises humanitaires et les conflits impactant sur la disponibilité et l’accessibilité des communautés aux denrées.

Le dernier rapport publié par les nations unies sur l’État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022, ajoute à ces facteurs d’intensification d’insécurité alimentaire et malnutrition : « les phénomènes climatiques extrêmes et les chocs économiques, dont les effets se conjuguent à ceux de l’accroissement des inégalités ». Selon ce rapport plus d’un tiers des personnes sont sous-alimentées dans le monde et environ 278 millions, vivent sur le continent africain. Entre 702 millions et 828 millions de personnes souffraient de la faim en 2021

En Afrique de l’Ouest par exemple en 2021, la population en besoin alimentaire a été estimée à en mars 2022 à plus de 27 millions de personnes à la suite des analyses du Cadre Harmonisé. Au regard des projections actuelles, et si rien n’est fait, ce nombre pourrait atteindre 38 320 601 personnes y compris les Personnes Déplacées Internes (PDI) en juin-août 2022.

Jamais autant de personnes n’ont été dans une situation d’insécurité alimentaire et nutritionnelle aussi élevée, depuis 15 ans ! La crise en Russie et Ukraine et son impact sur les prix internationaux des céréales, dont dépendent de nombreux pays d’Afrique risquent d’accroitre un peu plus une situation déjà tendue.

La malnutrition quand a elle affecte directement ou indirectement 54% des décès d'enfants de moins de cinq ans chaque année. La plupart de ces décès (environ 60 %) sont associés à des pratiques alimentaires inappropriées et surviennent au cours des premières années de la vie.

Pour apporter des réponses conséquentes à la lutte contre l’insécurité alimentaire et la malnutrition, plusieurs pays ont adhéré au mouvement mondial Scaling Up Nutrition. Cette adhésion les oblige à mobiliser des acteurs diversifiés, à élaborer des politiques adaptés, mettre en place des programmes et stratégies en mobilisant des ressources afin de faire en sorte que le droit à une bonne alimentation et nutrition soit respectée pour tous.

Pour contribuer à changer la situation au sein des différents pays, les acteurs de la société civile particulièrement ont besoin d’avoir de bonnes connaissances et compétences en matière de sécurité alimentaire, de systèmes alimentaires et de prévention de la malnutrition. C’est dans ce cadre que la présente consultance est lancée. Elle permettra d’analyser les gaps de connaissances chez les acteurs de la société civileau sein des pays suivants : **Malawi, Ethiopie, South Soudan, Mali, Niger et Haïti**

1. **But de la consultation**

La consultation vise à réaliser une analyse approfondie des gaps de connaissance et des besoins de renforcement des capacités nationales des acteurs de la société civile au sein de 6 pays (**Malawi, Ethiopia, South Sudan, Mali, Niger et Haiti) ; en matière de systèmes alimentaires, sécurité alimentaire et nutrition**.

1. **Objectifs de la consultation**

* Sur la base des outils de la FAO et d’ACF, proposer une matrice d’évaluation des connaissances/compétences des acteurs de la société civile sur les systèmes alimentaires, la sécurité alimentaire, la prévention de la malnutrition et le plaidoyer, dans les 6 pays du projet.
* Utiliser la matrice conçue pour collecter individuellement, compiler des informations fiables et évaluer le niveau actuel des connaissances des membres de la société civile des 6 pays du projet
* Organiser des rencontres collectives dans chaque pays permettant de classer par sous thématiques les gaps de connaissance des acteurs de la société civile
* Analyser et prioriser avec les parties prenantes des pays, les besoins réels de renforcement de capacités en tenant compte des problématiques et enjeux de sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que de plaidoyer dans les 6 pays
* Faire des recommandations spécifiques sur les aspects à intégrer dans la rédaction des modules de renforcement de capacité pour plus d’impact des formations
* Identifier pour chaque pays, les mécanismes et les structures existantes pouvant contribuer au renforcement des capacités de la société civile.

1. **Résultats attendus**

* Une matrice d’évaluation des connaissances/compétences des acteurs de la société civile est proposée et validée par la FAO & ACF.
* Des enquêtes individuelles sont menées en ligne pour compiler des informations fiables et évaluer le niveau actuel des connaissances des membres de la société civile des 6 pays du projet
* Au moins une rencontre collective est tenue dans chaque pays permettant de classer par sous thématiques les gaps de connaissance des acteurs de la société civile
* Les besoins réels de renforcement de capacité sont analysés et priorisés pour chaque pays en tenant compte des problématiques et enjeux de sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que de plaidoyer
* Des recommandations spécifiques sont faites sur les aspects à intégrer dans la rédaction des modules de renforcement de capacités pour plus d’impact des formations
* Pour chaque pays, les mécanismes et les structures existantes pouvant contribuer au renforcement des capacités de la société civile sont listés.

1. **Les livrables à fournir à la fin de la consultance**
   * + 1. Une matrice d’évaluation des connaissances/compétences des acteurs de la société
       2. Les minutes des réunions collectives tenues dans chaque pays
       3. Les mécanismes et les structures existantes pouvant contribuer au renforcement des capacités de la société civile sont listés
       4. Un rapport final du consultant contenant toutes les recommandations pour un renforcement de capacités des acteurs de la société civile
2. **Mission du consultant**

* Elaborer un questionnaire compilé dans une matrice pour les entretiens permettant de faire la collecte de données évaluant les compétences des acteurs au sein des 6 pays listés ci-dessus
* Réaliser une enquête en ligne individuelle et compléter les informations par des entretiens sur site en effectuant des voyages au sein de chacun des 6 pays. Compiler les minutes des réunions collectives tenues dans chaque pays
* Identifier au sein des pays les mécanismes et les structures existantes pouvant contribuer au renforcement des capacités de la société civile sont listés
* Organiser des ateliers permettant de faire la synthèse des gaps de compétences dans chaque pays et élaborer une fiche pour chacun des pays avec les éléments finaux validés au sein des pays
* Un rapport final du consultant compilant les informations liées au gap de compétences et proposant les types de modules qui peuvent etre élaborés ainsi que les recommandations pour un renforcement de capacités des acteurs de la société civile

1. **Profil du consultant**

* Formation technique en sécurité alimentaire, agriculture, santé publique, nutrition, développement, sciences humaines et sociales
* Expérience confirmée dans la conduite de telles activités d’évaluation des connaissances/compétences
* Compréhension approfondie des problématiques liées à la sécurité alimentaire, aux systèmes alimentaires, à la nutrition
* Une expérience confirmée en ONG internationale ou dans le système des nations unies est un avantage
* Capacité confirmée à présenter des documents écrits clairs, concis et d’une manière convaincante
* Excellentes capacités d’analyse et expérience en matière d’analyses qualitatives
* Esprit d’initiative et capacité à travailler de manière autonome au sein d’équipes multiculturelles

1. **Lieu et durée de la mission**

* La mission du consultant est gérée sous un contrat avec le bureau régional d’Action Contre la Faim basé au Sénégal. Le travail sera supervisé par l’équipe d’Action contre la Faim et celle de la FAO (Rome).
* Le poste est à pourvoir à Dakar au Sénégal, dans les locaux d’Action Contre la Faim. La tâche s’étalera sur **90 jours** ouvrables qui seront répartis sur un calendrier de commun accord avec le consultant en tenant compte des impératifs des pays**. Le rapport final du consultant doit etre déposé au plus tard 15 jours après les réunions de validations réalisées par ACF et la FAO.**

1. **Candidature**

Si vous êtes intéressé(e) par cette offre de projet de recherche, merci de nous envoyer sous plis fermés, vos CV, la proposition technique et financière comprenant un chronogramme détaillé des étapes de réalisation/finalisation du travail, le forfait journalier, modalités et conditions, adressés au Représentant Régional d’action contre la Faim au plus tard le **22 aout 2022 à 17H00 (heure locale de Dakar).** Il est possible de les envoyer par mail aux adresses suivantes :[**lmbodj@wa.acfspain.org**](mailto:lmbodj@wa.acfspain.org)**;** [**ytakang@wa.acfspain.org**](mailto:ytakang@wa.acfspain.org)**;**  avec une mention claire dans le titre du mail : « **WADW01064** : **candidature pour la consultance sur l’évaluation des connaissances et compétences de la société civile sur les systèmes alimentaires, la sécurité alimentaire, la prévention de la malnutrition et le plaidoyer ».**

**Ps : Les offres ne contenant pas la mention ci-dessus seront supprimées du système de messagerie.**